

## SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C – 2019/11934]

7 AVRIL 2019. — Arrêté royal fixant les modalités et le modèle du protocole d'accord en exécution de l'article 41 de la loi sur la police des chemins de fer

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 avril 2018 sur la police des chemins de fer, articles 41, § 2 ;

Vu l'association des gouvernements de région ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du Service Public Fédérale Mobilité et Transport, donné le 8 juin 2018

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du Service Public Fédérale Justice, donné le 16 juillet 2018

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;

Vu l'absence de communication de l'avis du Conseil d'Etat dans le délai prévu, en application de l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Mobilité,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le protocole d'accord relatif à la procédure de traitement des infractions visées à l'article 30 de la loi du 27 avril 2018 sur la police des chemins de fer qui est établi entre la société dont dépend l'agent sanctionnateur et le procureur du Roi compétent, comporte les dispositions et mentions complétées telles que fixées conformément au point B. « Accords procédurax concernant les infractions visées à l'article 30 de la loi du 27 avril 2018 sur la police des chemins de fer » du modèle joint en annexe au présent arrêté.

**Art. 2.** La société dont dépend l'agent sanctionnateur et les parquets du procureur du Roi complètent les dispositions du protocole d'accord tel que prévu dans le modèle joint en annexe au présent arrêté.

**Art. 3.** Le ministre qui a le transport ferroviaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 avril 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
K. GEENS

Le Ministre de la Mobilité,  
Fr. BELLOT

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C – 2019/11934]

7 APRIL 2019. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de nadere regels en het model van het protocolakkoord ter uitvoering van artikel 41 van de wet op de politie van de spoorwegen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 april 2018 op de politie van de spoorwegen, artikel 41, § 2;

Gelet op de betrokkenheid van de gewestregeringen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën bij de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer, gegeven op 8 juni 2018

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën bij de Federale Overheidsdienst Justitie, gegeven op 16 juli 2018;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het niet meedelen van het advies van de Raad van State binnen de voorziene termijn, met toepassing van artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Mobiliteit,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het protocolakkoord in verband met de procedure tot afhandeling van de overtredingen bedoeld in artikel 30 van de wet van 27 april 2018 op de politie van de spoorwegen dat opgesteld wordt tussen het bedrijf waarvan de bestraffende beambte afhangt en de bevoegde procureur des Konings, bevat de bepalingen en de ingevulde vermeldingen zoals vastgesteld overeenkomstig punt B. "Procedurale akkoorden betreffende de overtredingen bedoeld in artikel 30 van de wet van 27 april 2018 op de politie van de spoorwegen" van het model opgenomen in bijlage bij dit besluit.

**Art. 2.** Het bedrijf waarvan de bestraffende beambte afhangt en de parketten van de procureur des Konings vullen de bepalingen van het protocolakkoord aan, zoals voorzien in het model opgenomen in bijlage bij dit besluit.

**Art. 3.** De minister bevoegd voor het spoorwegvervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 april 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
K. GEENS

De Minister van Mobiliteit,  
Fr. BELLOT

Annexe à l'arrêté royal du 7 avril 2019 fixant les modalités et le modèle du protocole d'accord en exécution de l'article 41 de la loi sur la police des chemins de fer

MODELE DE PROTOCOLE D'ACCORD CONCERNANT CERTAINES INFRACTIONS A LA POLICE DES CHEMINS DE FER

ENTRE :

La [société concernée], représentée par [...];

ET

Le procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire [...], représenté par [Mme/M. ...];

IL EST EXPOSE CE QUI SUIVIT :

Vu loi du 27 avril 2018 sur la police des chemins de fer (ci-après, la Loi), notamment l'article 41 en ce qui concerne les infractions visées à l'article 30 ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

A. Cadre légal

En ce qui concerne les infractions visées à l'article 30 qui peuvent être sanctionnées soit par une des peines visées à l'article 28, soit une amende administrative, l'article 41, § 2, 4e alinéa dispose ce qui suit : les sociétés dont dépendent les agents sanctionneurs concluent des protocoles d'accord avec les procureurs du Roi pour régler leurs relations et, en particulier, pour déterminer à l'avance les comportements que les procureurs du Roi n'entendent pas poursuivre au motif qu'une amende administrative serait une réponse plus appropriée.

B. Accords procédurax concernant les infractions visées à l'article 30 de la Loi

Article 1<sup>er</sup> – Echanges d'informations

1. Toutes les parties s'engagent à collaborer et à s'informer dans les limites de leurs compétences et garantissent la confidentialité de leurs échanges.

A cet effet, le procureur du Roi désigne un ou plusieurs magistrats de son arrondissement, ci-après dénommé les « magistrats de référence ». Les magistrats de référence pourront être contactés par les sociétés liées par le présent accord en cas de difficultés concernant l'application de la loi ou le présent accord ou pour obtenir des informations sur les suites réservées à certains procès-verbaux.

2. Les coordonnées des magistrats de référence et des personnes de référence au sein des sociétés sont reprises dans un document annexe. La correspondance et/ou les échanges téléphoniques et/ou les courriers électroniques relatifs à l'exécution de la loi leur seront adressés.

3. Les parties s'engagent à signaler sans délai toute modification des coordonnées des personnes citées ci-dessus.

#### Article 2. – Traitement des infractions

1. Le procureur du Roi s'engage à ne pas entamer de poursuites pour les infractions visées ci-après et les sociétés concernées s'engagent à traiter les infractions dûment constatées :

- ...  
- ...  
- ...  
- ...

2. Le procureur du Roi s'engage à entamer des poursuites pour les infractions visées ci-après et les sociétés concernées s'engagent à ne pas traiter ces infractions :

- ...  
- ...  
- ...  
- ...

#### Article 3. – Modalités particulières

1. Si une infraction visée à l'article 2, paragraphe 1, du présent Protocole est liée à d'autres infractions qui n'entrent pas en ligne de compte pour une procédure administrative, cette infraction ne sera pas traitée dans le cadre d'une procédure administrative et sera transmise au magistrat de référence.

2. Si, dans le cadre d'une procédure administrative, l'agent sanctionnateur constate que le contrevenant s'est manifestement encore rendu coupable d'autres délits qui n'entrent pas en ligne de compte pour une procédure administrative, il les dénoncera au magistrat de référence en application de l'article 29 du Code d'instruction criminelle.

3. Compte tenu de la nature des faits dénoncés, le magistrat de référence décidera s'il s'engage à apporter une suite pour l'ensemble des faits y compris celui ou ceux pour lesquels la procédure administrative était engagée. Il en informera, dans un délai de 2 mois de la dénonciation, l'agent sanctionnateur lequel clôturera la procédure administrative. Sans décision du procureur du Roi, l'agent sanctionnateur clôturera la procédure administrative pour les faits dénoncés.

4. Au cas où il s'agit de constatations au sujet d'un suspect inconnu, il ne sera pas transmis de copie du procès-verbal à l'agent sanctionnateur. Si le suspect initialement inconnu est identifié par la suite, le procureur du Roi peut décider de ne pas engager de poursuites et transférer l'affaire à l'agent sanctionnateur compétent

Fait à ....., le ....., en autant d'exemplaires qu'il y a de parties.

Pour la [société concernée], représentée par [...]

Pour le procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire [...], représenté par [Mme/M. ...]

Vu pour être annexé à notre arrêté royal du 7 avril 2019 fixant les modalités et le modèle du protocole d'accord en exécution de l'article 41 de la loi sur la police des chemins de fer.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Mobilité,

Fr. BELLOT

Bijlage bij het koninklijk besluit van 7 april 2019 tot vaststelling van de modaliteiten en het model van het protocolakkoord ter uitvoering van artikel 41 van de wet op de politie van de spoorwegen

MODEL VAN PROTOCOLAKKOORD BETREFFENDE BEPAALDE OVERTREDINGEN OP DE POLITIE VAN DE SPOORWEGEN

TUSSEN:

Het bedrijf [benaming], vertegenwoordigd door [...];

EN

De procureur des Konings van het gerechtelijk arrondissement [...] vertegenwoordigd door [de heer/mevrouw ...] ;

WORDT UITEENGEZET HETGEEN VOLGT:

Gelet op de wet van 27 april 2018 op de politie van de spoorwegen (hierna de Wet), en met name op artikel 41 wat betreft de overtredingen bedoeld in artikel 30;

WORDT HETGEEN VOLGT OVEREENGEKOMEN:

A. Wettelijk kader

Wat de overtredingen betreft bedoeld in artikel 30 die bestraft kunnen worden ofwel met één van de straffen bepaald in artikel 28, ofwel met een administratieve geldboete, bepaalt artikel 41, § 2, 4e lid het volgende: de bedrijven waarvan de bestraffende beambten afhangen, sluiten protocolakkoorden met de procureurs des Konings om hun relaties te regelen en, in het bijzonder, om op voorhand de gedragingen te bepalen die de procureurs des Konings niet van plan zijn te vervolgen omdat een administratieve geldboete een meer geschikte maatregel zou zijn.

B. Procedurele akkoorden betreffende de overtredingen bedoeld in artikel 30 van de Wet

Artikel 1 – Uitwisseling van informatie

1. Alle partijen verbinden zich ertoe samen te werken en elkaar te informeren binnen de grenzen van hun bevoegdheden en zij verzekeren de vertrouwelijkheid van deze uitwisseling.

Daartoe duidt de procureur des Konings één of meer magistraten van zijn arrondissement aan, hierna de "referentiemagistraten" genoemd. De door dit akkoord verbonden bedrijven kunnen contact opnemen met de referentiemagistraten in geval van moeilijkheden bij het toepassen van de wet of onderhavig akkoord of om informatie te verkrijgen over het gegeven gevolg aan bepaalde processen-verbaal.

2. De contactgegevens van de referentiemagistraten, en van de referentiepersonen binnen de bedrijven zijn opgenomen in een bijgevoegd document. De briefwisseling en/of de telefoongesprekken en/of de e-mailberichten betreffende de uitvoering van de wet worden aan hen gericht.

3. De partijen verbinden zich ertoe elke wijziging van de contactgegevens van voornoemde personen onverwijld te melden.

Artikel 2. – Behandeling van de overtredingen

1. De procureur des Konings verbindt zich ertoe voor de hierna opgesomde overtredingen geen vervolging in te stellen, en de betrokken bedrijven verbinden zich ertoe de naar behoren vastgestelde overtredingen af te handelen:

- ...  
- ...  
- ...  
- ...

2. De procureur des Konings verbindt zich ertoe voor de hierna opgesomde overtredingen vervolging in te stellen, en de betrokken bedrijven verbinden zich ertoe de naar behoren vastgestelde overtredingen niet te behandelen:

- ...  
- ...  
- ...  
- ...

Artikel 3. – Bijzondere modaliteiten

1. Als een overtreding bedoeld in artikel 2, § 1 van dit Protocol verband houdt met andere overtredingen die niet in aanmerking komen voor een administratieve procedure, dan zal die overtreding niet behandeld worden in het kader van een administratieve procedure, maar overgemaakt worden aan de referentiemagistraat.

2. Als de bestraffende beambte in het kader van een administratieve procedure vaststelt dat de overtreder zich klaarblijkelijk nog schuldig heeft gemaakt aan andere misdrijven die niet in aanmerking komen voor een administratieve procedure, dan geeft hij daarvan bericht aan de referentiemagistraat in toepassing van artikel 29 van het Wetboek van strafvordering.

3. Rekening houdend met de aard van de gemelde feiten, beslist de referentiemagistraat of hij zich ertoe verbindt gevolg te geven aan alle feiten, met inbegrip van de feiten waarvoor de administratieve procedure werd aangevat. Binnen de 2 maanden na de aangifte, brengt hij de bestraffende beambte daarvan op de hoogte, die de administratieve procedure zal beëindigen. Zonder beslissing van de procureur des Konings, sluit de bestraffende beambte de administratieve procedure voor de gemelde feiten af.

4. Als het gaat om vaststellingen met betrekking tot een onbekende verdachte, dan wordt er geen kopie van het proces-verbaal doorgestuurd naar de bestraffende beambte. Als de oorspronkelijk onbekende verdachte vervolgens geïdentificeerd wordt, dan kan de procureur des Konings beslissen om niet te vervolgen en de zaak over te dragen aan de bestraffende beambte.

Opgemaakt te ....., op ....., in zoveel exemplaren als er partijen zijn.

Voor het bedrijf [benaming], vertegenwoordigd door [...]

Voor de procureur des Konings van het gerechtelijk arrondissement [...], vertegenwoordigd door [de heer/mevrouw ...]

Gezien om te worden gevoegd bij ons koninklijk besluit van 7 april 2019 tot vaststelling van de modaliteiten en het model van het protocolakkoord ter uitvoering van artikel 41 van de wet op de politie van de spoorwegen.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Mobiliteit,

Fr. BELLOT

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

[2019/201137]

**29 MARS 2019. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 28 novembre 2018, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre de la Communauté flamande, concernant l'exécution de la convention collective de travail enseignement XI (1)**

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre de la Communauté flamande;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 28 novembre 2018, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre de la Communauté flamande, concernant l'exécution de la convention collective de travail enseignement XI.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

[2019/201137]

**29 MAART 2019. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 november 2018, gesloten in het Paritair Subcomité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap, betreffende de uitvoering van onderwijs-collectieve arbeidsovereenkomst XI (1)**

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 28 november 2018, gesloten in het Paritair Subcomité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap, betreffende de uitvoering van onderwijs-collectieve arbeidsovereenkomst XI.